

ARCHIVES DROITS DE L'HOMME
Nouvelles de la Section des Archives et des Droits de l'Homme
Numéro 127, Juin 2020
Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson
Commentaires.

Qui peut décider ? Les sociologues et les politologues en débattent; les historiens demandent qui a décidé dans le passé. Cette question est au cœur de deux controverses actuelles: qui décide des statues et quels sont les noms sur les bâtiments et qui décide quel contenu Facebook et ses cousins peuvent transporter. Les questions sont différentes, mais elles sont toutes deux relatives à la nature du pouvoir dans nos sociétés.

Les statues sont déboulonnées ou ont été défigurées ou contestées, y compris celles de Christophe Colomb, le roi Léopold II de Belgique, et de Robert Baden-Powell, le fondateur des Boy Scouts. Le nom d'un président des États-Unis — Woodrow Wilson, internationalement connu pour son rôle dans la Société des Nations — a été retiré d'une école de l'Université de Princeton (Wilson avait été président de Princeton). Les discussions sur la suppression des noms des généraux confédérés des bases militaires américaines sont en cours.

Le drapeau de l'État américain du Mississippi a été "retiré" parce qu'il a incorporé un symbole confédéré. Certains de ces résultats sont le résultat d'une action publique directe, d'autres par des décisions d'élus politiques ou, dans le cas des universités, des organismes universitaires. Peu importe qui décide, c'est une vague alimentée par le public.

Les grandes entreprises de médias sociaux - Facebook, Twitter, LinkedIn, Instagram, Snapchat, Pinterest et Reddit - sont sous pression pour modérer le contenu sur leurs plateformes : supprimer les discours de haine et les messages encourageant le terrorisme, envahir la vie privée, offrir de la pornographie et promouvoir l'abus sexuel d'enfants, pour ne citer que les plus importants. Aux États-Unis, où les sept sociétés ont leur siège social, l'article 230 de la *Federal Communications Decency Act* immunise les exploitants de sites Web contre les allégations de diffamation découlant de contenus de tiers. ("aucun fournisseur ou utilisateur d'un service informatique interactif ne doit être considéré comme l'éditeur ou le conférencier de toute information fournie par un autre fournisseur de contenu d'information" 47 U.S.C. §230(c)(1)).

Les entreprises ont établi ce que Facebook appelle des "normes communautaires" pour les publications (https://www.facebook.com/communitystandards/objectionable_content). Le respect des normes est appliqué par des algorithmes d'intelligence artificielle et des "moniteurs" engagés dont le travail les expose à des contenus abusifs, violents et tout simplement gores. Contrairement à la pression directe du public dans le cas des statues et des noms, la pression du public sur les entreprises de médias sociaux est indirecte. Par exemple, Facebook est maintenant sous la pression financière d'autres sociétés à but lucratif qui retirent leur publicité de la plate-forme parce que ces entreprises sont elles-mêmes sous la pression de groupes de défense des droits civiques qui veulent faire boquer les discours de haine. (<https://www.cnn.com/2020/07/01/facebook-frustrates-advertisers-as-boycott-over-hate-speech-kicks-off.html>).

En somme, les décisions de haut niveau sont prises par une société de médias sociaux à but lucratif responsable devant les actionnaires, et les décisions sont mises en œuvre par des milliers d'ouvriers dont le travail les expose à la fois à l'épuisement professionnel et à un traumatisme psychologique à long terme.

Bien qu'il soit clair que les contenus haineux et abusifs ont de plus en plus été supprimés, des problèmes se sont posés. Facebook a enlevé la photographie emblématique d'une jeune fille vietnamienne brûlée au napalm qui courait (<https://www.theguardian.com/technology/2016/sep/09/facebook-reinstates-napalm-girl-photo>) et une photographie australienne des années 1800 d'hommes autochtones enchaînés (<https://www.theguardian.com/technology/2020/jun/15/facebook-blocks-bans-users-sharing-guardian-article-showing-aboriginal-men-in->

[chains](#)); les deux ont été restaurés après l'exposition à la presse. La Fondation Thomson Reuters a fait état de l'inquiétude croissante des groupes de défense des droits de l'homme selon laquelle les preuves de crimes de guerre sur les médias sociaux sont "menacées par la modération de l'IA [intelligence artificielle]" sur les sites. Un chercheur de *Syrian Archive*, une ONG qui préserve la vidéo des zones de conflit au Moyen-Orient, a déclaré: "notre recherche suggère que depuis le début de l'année, le taux de retrait de contenu de la documentation syrienne sur les droits de l'homme sur YouTube a à peu près doublé [de 13 à 20 %]". (<https://www.sightmagazine.com.au/features/16164-lost-memories-war-crimes-evidence-threatened-by-ai-moderation>)

Qu'est-ce que les archives ont à voir avec tout cela? Dans la question des statues et de la dénomination, les archives contiennent la documentation de l'érection de la statue ou de la cérémonie de nomination, habituellement remplies de panégyriques de la vie de la personne honorée. Mais les archives contiennent également les records de la vie plus vaste de la personne, y compris la preuve d'actions et d'attitudes qui peuvent ne pas être reflétées dans ou peuvent être en contradiction avec les hommages publics. Les archives doivent rendre ces documents plus importants accessibles au public pour la recherche, ce qui permet un processus décisionnel raisonné pour déterminer si la commémoration de la personne répond aux principes moraux de la communauté contemporaine. Et les archives fournissent les preuves qui peuvent contextualiser une statue ou un nom qui est autorisé à rester en place et tenir les dossiers de la reconsidération du placement ou des actions publiques qui ont conduit à l'enlèvement.

Les archives institutionnelles des entreprises de médias sociaux détiendront les records de l'élaboration des normes communautaires et les pressions qui mènent à la révision des termes. Les gouvernements, les entreprises et d'autres institutions peuvent conserver dans leurs archives les messages sur les médias sociaux des membres du personnel; peuvent conserver une copie des publications privées. D'autres archives, comme les Archives syriennes mentionnées ci-dessus, tenteront de capturer et de préserver le contenu essentiel à la compréhension des crimes contre l'humanité. Mais tout comme les entreprises de médias sociaux enlèvent un certain type de messages, les entreprises commerciales sont aussi les arbitres de combien de temps ils vont maintenir les photos de chat et de chien, les photos de vacances, et les chats quotidiens. Si vous voulez qu'il soit sauvé, ils semblent dire, faites-le-vous-mêmes.

Nous nous retrouvons donc avec le pouvoir public, spontané ou délibératif, de décider des commémorations avec lesquelles nous vivons. Et nous coexistons avec le pouvoir privé qui décide quels messages nous recevons via les médias sociaux. Deux préoccupations actuelles et deux pouvoirs, publics et privés, séparés et inégaux.

Nouvelles Internationales.

Cour de justice communautaire de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La Cour a jugé que la fermeture d'Internet ordonnée en septembre 2017 par le gouvernement du Togo lors de manifestations était illégale "et constitue un affront au droit des requérants à la liberté d'expression", a rapporté *Access Now*, une organisation non gouvernementale (ONG). Voir aussi Indonésie ci-dessous.

Cour pénale internationale. Le chef de milice soudanais Ali Kushayb a été arrêté en République centrafricaine et transféré à la Cour, où il fait face à des accusations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité dans la région du Darfour occidental du Soudan entre 2003 et 2004, a rapporté Reuters. https://www.reuters.com/article/us-warcrimes-sudan-car/darfur-militia-leader-in-icc-custody-face-allegations-of-crimes-against-humanity-idUSKBN23G23Z?fbclid=IwAR1Xsd6VlsfT5yFllxQDtKGFhHMAGNaWaCkLMP2dJXa2Qtpe5Ma_HXVqp2w

Chambres spéciales du Kosovo. Dans son premier acte d'accusation public, le Procureur spécial de la Cour a déposé une mise en accusation de dix chefs d'accusation contre le président du Kosovo Hashim Thaci et d'autres personnes alléguant "une série de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, y compris le meurtre, la disparition forcée de personnes, la persécution et la torture" pendant la guerre d'indépendance du Kosovo contre la Serbie entre le 1er janvier 1998 et le 31 décembre 1999. <https://www.scp-ks.org/en/press-statement>

Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Le Projet de responsabilisation et de réparation du Bureau a publié son rapport intitulé "Améliorer la responsabilisation et l'accès aux mesures

correctives pour les victimes d'abus liés aux droits de la personne liés aux affaires par le biais de mécanismes de règlement des griefs non fondés sur l'État". L'objectif politique 11 est la transparence, qui exhorte les mécanismes à partager avec le public "des données, des informations ou des analyses pertinentes en vue d'améliorer la compréhension des titulaires de droits du fonctionnement et de l'exécution du mécanisme dans la pratique". Les archives sont essentielles pour comprendre le fonctionnement des mécanismes et des entreprises en question. https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/ARP/ARPIII_MainReport_AdvanceEditedVersion.pdf

Le Haut-Commissaire a également publié un rapport intitulé "Impact des nouvelles technologies sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des rassemblements, y compris des manifestations pacifiques". Parmi les recommandations figure "s'abstenir d'enregistrer des images des participants à l'assemblée", sauf dans des cas précis, "mettre en place des lois strictes sur la protection de la vie privée et des données qui réglementent la collecte, l'analyse de conservation et le traitement des données à caractère personnel, y compris les modèles faciaux", et "assurer de la transparence quant à l'utilisation des enregistrements d'images et de la technologie faciale dans le contexte des assemblées". A/HRC/44/24. <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session44/Pages/ListReports.aspx>

Le Conseil des droits de l'homme a ordonné au Haut-Commissaire "d'établir et d'envoyer immédiatement une mission d'enquête en Libye et de désigner des experts pour [. .] établir les faits et les circonstances au sujet de la situation des droits de l'homme dans toute la Libye, et recueillir et examiner les informations pertinentes, documenter les violations et les violations présumées du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire par toutes les parties en Libye depuis le début de 2016 ... et de préserver les preuves en vue de veiller à ce que les auteurs de violations ou d'abus ... soient tenus responsables". <https://undocs.org/A/HRC/43/L.40>

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Le Rapport annuel sur les tendances mondiales a montré que 79,5 millions de personnes sont déplacées à la fin de 2019, dont 45,7 dans leur propre pays. Il a souligné que dans les années 1990, "en moyenne, 1,5 million de réfugiés pouvaient rentrer chez eux chaque année", mais dans les années 2010, seulement 385 000 d'entre eux ont pu revenir, "ce qui signifie que la croissance des déplacements est aujourd'hui de loin supérieure à celle des solutions". <https://www.unhcr.org/en-us/news/press/2020/6/5ee9db2e4/1-cent-humanity-displaced-unhcr-global-trends-report.html>

Le Service de l'innovation du HCR lance des appels à propositions sur le thème de l'accès numérique, de l'inclusion et de la participation, afin de relever cinq "défis actifs": 1) les réseaux communautaires visant à améliorer la connectivité du dernier kilomètre, 2) la sécurité des personnes déplacées de force en ligne, 3) soutenir l'accès numérique et l'inclusion des personnes handicapées, 4) la désinformation et la gestion des rumeurs dirigées par la communauté en ligne, et 5) renforcer la protection communautaire par l'engagement des influenceurs des médias sociaux en ligne. Les propositions doivent être soumises par l'intermédiaire des bureaux de pays du HCR; pour plus d'informations, voir <https://www.unhcr.org/innovation/digital-inclusion-call/>

Nouvelles du monde/générales.

Archives du monde des affaires. L'OCDE a des *Lignes directrices pour les entreprises multinationales, un ensemble de recommandations des gouvernements aux entreprises sur la conduite responsable des affaires*. En vertu des *Lignes directrices*, chaque pays de l'OCDE établit un mécanisme de règlement des griefs, connu sous le nom de point de contact national (PCN). OECD Watch est le représentant officiel de la société civile auprès de l'OCDE et publie chaque année une évaluation de la façon dont le mécanisme du PCN fonctionne. Elle a indiqué que sur les 28 affaires déposées dans le monde auprès des PCN en 2019, 36 % (10) ont été rejetées sans aucune offre de médiation pour résoudre l'affaire. L'une d'entre elle, qui a été résolue, concernait une ONG polonaise qui a obtenu "un accord avec une société internet Grupa OLX sp.z.o.o. pour filtrer les publicités nuisibles à l'environnement à partir de sa plate-forme de vente numérique", le "tout premier accord dans une affaire impliquant la responsabilité des plates-formes en ligne et de l'économie numérique". <https://www.oecdwatch.org/wp-content/uploads/sites/8/2020/06/State-of-Remedy-2020.pdf>

“La compagnie pharmaceutique allemande Bayer a dit qu’elle a payé 10,9 milliards de dollars pour régler un procès sur le désherbant Roundup de la filiale Monsanto, qui a fait face à de nombreuses poursuites sur les allégations selon lesquelles il provoque le cancer”, a rapporté *The Guardian*. “Bayer a déclaré que le règlement du Roundup aboutirait à la clôture d’environ 75 %” des 125 000 réclamations déposées et non classées actuellement”. Deux semaines avant l’annonce de ce règlement, un tribunal colombien a statué que la pulvérisation de glyphosate (l’herbicide commercialisé sous le nom de Roundup) qui a été utilisé pour tuer les cultures de coca “ne peut pas reprendre tant que le gouvernement n’informe pas et ne consulte pas les communautés touchées”. Pour en savoir plus sur ces longs cas, voir *Nouvelles GTDH*, mars et mai 2019. <https://www.theguardian.com/business/2020/jun/24/bayer-109bn-settlement-monsanto-weedkiller-roundup>; <https://www.sciencemag.org/news/2020/06/pandemic-upends-colombia-s-controversial-drug-war-plan-resume-aerial-spraying>

3 ONG ont publié un rapport sur la Compagnie des Bauzites de Guinée et sa relocalisation de 100 familles dans le village de Hamdallaye pour une relocation incomplète sans habitat adéquat, eau et sanitaires et sans terres arables suffisantes et sans opportunités suffisantes de vie”. Le rapport a utilisé des documents d’entreprise, des inventaires d’actifs de la société, des entrevues avec des résidents et “des rapports de surveillance du consultant indépendant en environnement et en sciences sociales de CBG, Ramboll”. Les ONG ont indiqué : “Une partie importante des quelque 400 documents de réinstallation recueillis dans les villages plaignants [13, y compris Hamdallaye] que nous avons examinés pour ce rapport n’ont pas été signés par le CBG, le représentant officiel et les membres de la communauté”. Les photos accompagnant le rapport étaient le cas. https://www.inclusivedevelopment.net/wp-content/uploads/2020/06/Hamdallaye-English.pdf?cf_chl_captcha_tk_=b816c5475ce47d7a503cf6be302a031d3bdd25e9-1592931001-0-AW_KWXkq74ZSSStcx3yqwFqfEPT-PTNciiBgpco4T9xdnjY4eQwtw7XCdNyyg-5oALmUEq-JzYkmDod6nB5kMPKL9xTOBWzd8mjJVWjZOV1dWV8suYFMzPUR5VEkNXqV0ZWwdDq-F0rEOgl6xPv8dJXJxs9BrVbEpgqGolT3Sj9ENU65SjAhJyDmyN0FRXs7tFTkoTUgRH-STUpV_v7OFxYgyJz-STFP9iPw61NFM0x6jBxA-BQvVw4S1NvQQKwkjqWPMX7bWuf9WvgG8G1SaAr_j6ayYtxfdVnELV6ZA0Y6Z5VmBhiIKLRIgH36zYOowptfBbc520h5A8phdSEuucPaOr_Hip1YNuvGB4gBII016qJ4JOS-9iSHkGBiDTNOVn-8rUIOxOrm9jLMMgmJmhni9760u78ZqRg0dW2faiYxNuOsA8Ff8KHnriw_Hl_jPwQaiNjNFnOrsIi4dKzPpGbFNXS8ZnTrXvSydTMTac2sAJe8OwEYHnOTL4faF-18cCtL0utbV72SfoUEfe_osa5atcfCMknU0XjHngnof40

Finnwatch, une ONG, a rapporté que la Cour Suprême de Thaïlande a statué en faveur de l’activiste Andy Hall dans le cadre d’une accusation de diffamation criminelle et de crimes informatiques “portée contre lui par la société d’ananas Natural Fruit Co Ltd. en 2013”. L’accusation a pour origine des entretiens menés par Hall pour Finnwatch avec des travailleurs migrants à l’usine de l’entreprise dans le sud de la Thaïlande, dans lesquels les travailleurs “ont détaillé des allégations de violations du travail et des droits de l’homme” et d’une interview qu’il a accordée à *Al Jazeera*. Le rapport Finnwatch de 2013, “Le bon marché a un prix”, affirmait que l’entreprise “violait les droits de l’homme de ses travailleurs, notamment en confisquant les passeports et les papiers d’identité des travailleurs”. <https://finnwatch.org/en/news/743-thailand>

Une fuite de carburant en Sibérie dans une centrale électrique appartenant à Norilsk Nickel est la plus importante de l’histoire de l’Arctique russe, a déclaré la branche russe de Greenpeace. Le gouverneur de la région a déclaré qu’il avait pris connaissance de la fuite lorsque “des informations alarmantes sont apparues dans les médias sociaux”, a rapporté le *Washington Post*. Lors d’une vidéoconférence télévisée sur le déversement, le président russe Poutine a déclaré qu’il “devait de demander aux organismes de surveillance et d’application de la loi concernés pour savoir quel genre d’information a été signalé où et quelle fut la réponse de tous ceux qui étaient censés agir”. Le Comité d’enquête russe a annoncé trois enquêtes criminelles sur des accusations de “pollution et négligence présumée” et a diffusé “des images vidéo tournées sur un téléphone portable qui semble montrer du carburant tomber en cascade en provenance du réservoir”, a rapporté l’AFP. <https://www.ibtimes.com/putin-declares-state-emergency-over-siberian-fuel-spill-2987507> <https://www.seattletimes.com/nation-world/arctic-oil-spill-prompts-russias-putin-to-declare-emergency-and-slam-slow-response/>

Église Catholique. Selon *teleSUR*, la Commission indépendante française sur les abus sexuels dans l’Église catholique (CIASE) “estime qu’il y a eu au moins 3000 victimes depuis 1950”. La CIASE a averti que “ces chiffres sont provisoires puisque le groupe de travail continue d’enquêter sur les archives épiscopales et de recueillir des témoignages”. “Au cours des derniers mois, 5 300 plaintes” ont été reçues; les plaintes peuvent être déposées jusqu’au 31 octobre. https://www.telesurenglish.net/news/French-Catholic-Priests-Sexually-Abused-at-Least-3000-People-20200617-0008.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=14

Copyright. Internet Archive arrête son programme d'offre gratuite, sans restriction, de copies de livres électroniques parce qu'une plainte provenant des éditeurs, qui affirme que prêter les livres sans compensation pour les auteurs ou les maisons d'édition, était "une violation délibérée du droit d'auteur", selon le *New York Times*. Pour plus d'information, voir *Nouvelles SADH*, avril 2020. <https://nyti.ms/37wYOWh>

Environnement. Des chercheurs de l'Université autonome de Barcelone ont analysé 2 743 cas de conflits environnementaux dans le monde entier publiés dans *l'Atlas mondial de la justice environnementale*. Ils ont écrit : "Les défenseurs de l'environnement sont souvent membres de groupes vulnérables qui emploient des formes de protestation en grande partie non violentes. Dans 11 % des cas dans le monde, ils ont contribué à mettre fin aux projets destructeurs sur le plan environnemental et socialement conflictuels, en défendant l'environnement et les moyens de subsistance. La combinaison de stratégies de mobilisation préventive, de diversification des protestations et de litiges peut porter ce taux de réussite à 27 %. Toutefois, les défenseurs sont également confrontés à des taux de criminalisation (20 % des cas), de violence physique (18 %) et d'assassinats (13 %), qui augmentent considérablement lorsque les peuples autochtones sont impliqués". <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2020.102104>

Archives médicales. Les services médicaux s'efforcent de permettre aux patients de consulter leurs dossiers de santé électroniques. Une équipe de recherche a demandé aux patients de "trois organismes de soins de santé américains ayant des notes ouvertes, y compris 79 pratiques de soins ambulatoires universitaires et communautaires", de répondre à un sondage sur l'exactitude de leurs données. Près de 30 000 personnes y ont participé; 1 sur 5 a déclaré avoir trouvé une erreur et 40 % d'entre eux "ont perçu l'erreur comme grave", a indiqué l'équipe dans *JAMA*.

https://jamanetwork.com/journals/jamanetworkopen/fullarticle/2766834?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=e2f79e0893-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-e2f79e0893-149736437

"Au cours des deux dernières années, 16 entreprises ont eu accès à des données sur les patients anonymisés par le biais d'accords de licence" avec la Clinique Mayo des États-Unis, a rapporté *STAT*. Les patients "n'ont pas été informés des accords ou n'ont pas été invités à consentir à l'utilisation de leurs données pour les produits en cours de développement", soulevant de sérieuses questions d'éthique.

https://www.statnews.com/2020/06/03/mayo-clinic-patient-data-fuels-artificial-intelligence-consent-concerns/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=2a32f0a48a-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-2a32f0a48a-149736437

Un groupe de recherche a examiné le risque de naissance avant terme pour les femmes vivant à proximité des puits de pétrole et de gaz. Utilisant les données relatives aux naissances vivantes (892 088 entre 1998 et 2011) provenant de 8 comtés dans la vallée de San Juaquin dans l'état de Californie, ils ont ensuite lié cela à l'adresse de la mère (géocodage) et fait correspondre cela avec les données gouvernementales et privées sur 160 256 puits dans la région. Ils ont trouvé des preuves que "l'exposition aux puits de pétrole et de gaz est associée avec un risque accru de naissance spontanée avant terme". https://journals.lww.com/environepidem/Fulltext/2020/08000/Oil_and_gas_production_and_spontaneous_preterm.1.aspx?context=LatestArticles

Selon les règles de l'UE, les universités et les sociétés conduisant des tests cliniques doivent transférer leurs résultats d'enquêtes cliniques dans la base de données sur les essais cliniques des autorités de réglementation des médicaments de l'Union européenne (EudraCT). *STAT* a indiqué que l'ONG TranspariMED avait examiné les données et constaté que les deux tiers des 188 essais COVID-19 connus "n'avaient aucun record" dans la base de données. "Les chercheurs soutiennent que sans accès à des données spécifiques, les résultats des essais ne peuvent pas être facilement dupliqués, ce qui empêche une meilleure compréhension du fonctionnement des médicaments ... et peut nuire aux décisions de traitement et aux coûts des soins de santé". https://www.statnews.com/pharmalot/2020/06/17/covid19-coronavirus-clinical-trials-transparency/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=b60738e8a9-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-b60738e8a9-149736437

Violence sexuelle lors de conflit. L'ONG Institut pour les Enquêtes criminelles internationale set l'Initiative Nadia, avec le soutien du gouvernement britannique, a publié une version du "Code de conduite mondial pour la documentation et l'enquête sur la violence sexuelle liée aux conflits" (le "Code

Murad”). Bon nombre des éléments ont une composante archives. Le Code est ouvert à la consultation mondiale jusqu’au 1er décembre 2020. <https://www.muradcode.com/draft-murad-code>

Technologie. Pendant cinq ans, un homme dans l’État américain de Californie “a systématiquement harcelé et terrorisé de jeunes filles à l’aide d’applications de chat, de courriel et de Facebook”, a rapporté *VICE News*. Les menaces étaient si graves que Facebook a pris la “mesure sans précédent d’aider le FBI [Federal Bureau of Investigation] à pirater son compte pour recueillir des preuves qui ont conduit à son arrestation et à sa condamnation”. Facebook a travaillé avec un tiers, pas directement avec le FBI, et “selon des sources au sein de la société, c’est la première et la seule fois Facebook ou Facebook a aidé les forces de l’ordre à pirater une cible”. L’article a commenté que ce piratage “met en évidence les capacités techniques de Facebook, une entreprise de piratage tiers qui a travaillé avec, et l’application de la loi, et soulève des questions éthiques difficiles sur quand, si jamais, il est approprié pour les entreprises privées d’aider à pirater leurs utilisateurs”. https://www.vice.com/en_us/article/v7gd9b/facebook-helped-fbi-hack-child-predator-buster-herandez

Une municipalité dans Sarajevo, a dû arrêter par deux fois d’émettre des certificats de naissance, de mariage, de décès “du fait d’un virus informatique qui bloquait les documents dans la base de données”, a rapporté *BIRN*. Le bureau a déclaré que le registre central électronique des naissances et mariages bosniaques n’était pas effacé. https://balkaninsight.com/2020/06/08/computer-virus-stops-sarajevo-municipality-issuing-birth-certificates/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=fbab25c5d9-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-fbab25c5d9-319725265

Dans le sillage des protestations à l’échelle nationale sur les tactiques de la police, IBM, Amazon, et Microsoft ont tous publié des déclarations selon lesquelles ils ne vendront pas ou limiteront la vente de la technologie de reconnaissance faciale aux organismes d’application de la loi aux États-Unis. IBM a déclaré à *The Verge* qu’il ne développera plus ou n’entreprendra plus de recherche sur cette technologie. Amazon a déclaré qu’il avait “mis en œuvre un moratoire d’un an sur l’utilisation par la police de la technologie de reconnaissance faciale d’Amazon” mais “continuera à permettre à des organisations comme Thorn, le Centre international pour les enfants disparus et exploités, et Marinus Analytics d’utiliser Amazon Rekognition pour aider à sauver les victimes de la traite et de réunir les enfants disparus avec leurs familles”. Et le président de Microsoft a déclaré: “Nous ne vendrons pas la technologie de reconnaissance faciale aux services de police aux États-Unis tant que nous n’aurons pas mis en place une loi nationale, fondée sur les droits de l’homme, qui régira cette technologie”. <https://www.theverge.com/2020/6/8/21284683/ibm-no-longer-general-purpose-facial-recognition-analysis-software?fbclid=IwAR2cwKu3AUmP4KX5TvT4uQIjj5Z4QuvABhgwRFuqfEusM4wxFq8N9WwvaZE;> <https://blog.aboutamazon.com/policy/we-are-implementing-a-one-year-moratorium-on-police-use-of-rekognition;> <https://www.washingtonpost.com/technology/2020/06/11/microsoft-facial-recognition/>

Un département de shérifs de comté dans l’état des États-Unis du Maryland dispose d’“une capacité canine de détection de stockage électronique”. Le chien a été formé pour renifler “toutes sortes de dispositifs de stockage comme les lecteurs flash et les téléphones cellulaires” qui fournissent souvent des “preuves cruciales dans les crimes impliquant des infractions sexuelles”. <https://ourcommunitynow.com/news-local/harford-county-sheriffs-office-swears-in-a-digital-storage-sniffing-dog>

Seconde guerre mondiale. Les Archives nationales de Bélarusse ont publié des archives relatives à l’Opération Cormoran, une “opération nazie punitive en Bélarusse entre mai et juin 1944”. Un ensemble de 644 documents comprend des documents des archives russes et bélarusses. <https://eng.belta.by/society/view/belarus-national-archives-publishes-documents-about-cormorant-nazi-punitive-operation-131128-2020>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Belgique/République Démocratique du Congo. Alors que le public débat chaudement des actions passées de la Belgique au Congo, trois actions ont répondu à la clameur. Le Parlement a décidé de “mettre en place une commission parlementaire chargée d’examiner le passé colonial de la Belgique, principalement au Congo”, rapporte le *Brussels Times*. Elle a été suivie d’une lettre publique du roi de Belgique Philippe au président congolais Félix Tshisekedi exprimant ses “regrets les plus profonds” à la République Démocratique du Congo pour “humiliation et la souffrance” infligées pendant l’occupation coloniale du pays par la Belgique. Et cinq femmes métisses nées au Congo pendant la période coloniale “qui ont été

enlevées à leurs mères noires ont porté plainte pour crimes contre l'humanité visant l'Etat belge", a rapporté AP. Pour en savoir plus sur les séparations d'enfants, voir *Nouvelles SAHR*, avril 2019. <https://www.brusselstimes.com/all-news/belgium-all-news/117289/parliament-approves-commission-on-belgiums-colonial-past/>; <https://apnews.com/2f571d069de35fdaedda32b4a6f1f08a>

Guerres des Balkans. *BIRN* a publié un article sur la cour d'État de Bosnie et ses archives de procès pour crimes de guerre. Avec 2 900 dossiers en cours et 12 950 "classeurs" d'archives ainsi que cinq salles de dossiers d'archives fermés, le greffier a déclaré : "Il y a un manque total d'espace et de capacité pour les archives". Le tribunal ne dispose pas d'archives électroniques, "les dossiers publics et les pièces à conviction ne sont pas accessibles en ligne", et un avocat de la défense s'est plaint que l'accès aux dossiers est "très limité", ajoutant : "La plupart des preuves que je trouve sont sur le site web du TPIY" [Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie]. <https://balkaninsight.com/2020/06/23/burden-of-proof-inside-bosnias-war-trial-case-archives/>

CARICOM/Royaume-Uni. Lloyd's de Londres et la chaîne de pubs Greene King se sont excusés pour leur rôle dans l'esclavage et tous deux se sont engagés à apporter des contributions financières, a rapporté le *Daily Mail*. Les pays des Caraïbes (CARICOM) ont déclaré : "Les institutions britanniques devraient aller beaucoup plus loin que simplement s'excuser et redonner une certaine richesse aux Caraïbes en finançant le développement à l'épicentre de la traite négrière". Pour plus d'information, voir *Nouvelles GTDH*, août et novembre 2017. <https://www.dailymail.co.uk/news/article-8439367/Caribbean-countries-say-companies-benefited-slave-trade-pay-reparations.html>

France/Rwanda. Le Conseil d'Etat en France a statué qu'un chercheur pouvait consulter les archives de l'ancien président François Mitterrand concernant le génocide du Rwanda en 1994, a rapporté France 24. Cela résout une affaire en litige depuis 2015, lorsque la présidence française a annoncé qu'elle déclassifierait ses archives sur le Rwanda entre 1990 et 1995. Pour plus d'informations, voir *Nouvelles HRWG*, décembre 2017. <https://www.france24.com/en/20200612-france-grants-researcher-access-to-mitterrand-s-archive-on-rwandan-genocide>

Gambie/États-Unis. Le tribunal de district des États-Unis dans le Colorado a inculpé le Gambien Michael Sang Correa pour avoir torturé six personnes en Gambie, à la suite d'une tentative de coup d'État en 2006 contre le président de l'époque Yahya Jammeh. Correa aurait été membre de l'escadron de la mort des *Junglers*; il a d'abord été arrêté aux États-Unis en 2019 pour avoir dépassé son visa. Les éléments de preuve rassemblés par la Commission de Vérité de la Gambie (voir ci-dessous) fourniront un contexte important pour le procès. https://denver.cbslocal.com/wp-content/uploads/sites/15909806/2020/06/michael_correa_indictment.pdf

Israël/Palestine. L'Autorité palestinienne a annoncé qu'elle commencerait à délivrer des documents personnels pour les Palestiniens sans validation par les autorités israéliennes, a rapporté *The New Arab*. "En vertu des accords d'Oslo de 1993, l'AP a délivré des cartes d'identité, des certificats de naissance et d'autres documents ... mais ils n'ont été considérés comme valides qu'après l'approbation d'Israël, qui contrôle tous les mouvements à l'intérieur et à l'extérieur" des territoires palestiniens. Pour plus d'information, voir *Nouvelles SADH*, mai 2020. <https://english.alaraby.co.uk/english/news/2020/6/12/palestinian-document-scheme-risks-leaving-thousands-stranded>

Liberia/États-Unis. *Justiceinfo.net* a publié un article sur les archives de la Commission Libérienne Vérité et Réconciliation qui sont maintenant stockées à l'Institut de Technologie de Géorgie (Etats-Unis). C'est un unique cas où les archives d'une Commission Vérité ont été exportées dans une université étrangère, par le biais d'un accord qui a maintenant expiré. <https://www.justiceinfo.net/en/truth-commissions/44506-why-liberia-trc-archives-stay-in-us-university.html>

Guerre du Moyen-Orient. Le Bureau d'Investigation du Journalisme a déclaré que son enquête a montré que 115 civils (plus de 70 enfants) sont morts lors de 10 frappes aériennes de l'armée de l'air afghane soutenues par les États-Unis et les États-Unis en Afghanistan au cours de 2018-2019. TBIJ a reçu l'aide du groupe d'enquête Bellingcat et de bénévoles qui ont "compilé des messages sur les médias sociaux et des reportages locaux". TBIJ "a rassemblé des informations sur des grèves particulières, puis a travaillé avec une équipe de tournage d'*Al Jazeera* qui s'est rendue en Afghanistan pour rencontrer certains des survivants, confirmant des pertes civiles dans certains cas lorsque le gouvernement américain ne l'avait

pas

admis”. https://theintercept.com/2020/06/03/children-killed-airstrikes-afghanistan-tbji-report/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter

Parmi les deux hommes jugés en Allemagne pour des actes de torture en Syrie, l’attention de la plupart des médias s’est portée sur Asnouar Raslan, qui était un officier de haut rang de l’armée syrienne. La “façon la plus fiable d’essayer de comprendre” l’autre homme, Eyad Al-Gharib, a déclaré *justiceinfo.net*, est “de consulter une mosaïque de documents présentés à la cour: une carte d’identité militaire mentionnant son statut de volontaire accusé; une lettre au bureau de l’aide à la jeunesse en Allemagne indiquant que sa fille de 19 ans souffre de dystrophie musculaire et se trouve dans un fauteuil roulant; une plainte pénale concernant un incident survenu au foyer de réfugiés d’Hermeskeil, où il a giflé un garçon et menacé de couper sa tête et sa main; et enfin, les comptes détaillés qu’Al-Gharib a donnés au bureau des migrations et à la police fédérale ... sur sa carrière”. <https://www.justiceinfo.net/fr/tribunaux/tribunaux-nationaux/44637-syrie-homme-ombre-raslan-suivre-ordres.html>

Justiceinfo.net a aussi publié un article sur le procès aux Pays-Bas de l’ancien officier de l’armée syrienne Ahman Al-Khedr, le premier procès sur la base de la juridiction universelle. Al-Khedr est accusé de terrorisme et de crimes de guerre. Le cas a commencé lorsque la police allemande a fourni des informations à la police néerlandaise : “les témoignages recueillis dans le cadre d’une enquête menée à l’étranger ont détaillé le rôle d’un certain Abu Khuder au sein du bataillon de Mohassan de Ghuraba’a et en particulier sa participation à l’exécution extrajudiciaire d’un officier de l’armée syrienne en juillet 2012”. Al-Khedr est également accusé d’être membre du groupe djihadiste Jabhat al-Nusra; il a confié à un journaliste du *Guardian* son alliance, que le journaliste a rapporté; le procureur a ce rapport. <https://www.justiceinfo.net/fr/tribunaux/tribunaux-nationaux/44619-syrie-pourquoi-les-procureurs-hollandais-lient-terrorisme-et-crimes-de-guerre.html>

L’enquêteur indépendant du Royaume-Uni sur les allégations selon lesquelles des soldats du Royaume-Uni auraient commis des crimes de guerre en Irak entre 2003 et 2009 a déclaré à la *BBC* que “toutes les plaintes, sauf une”, avaient été abandonnées” et “qu’il était tout à fait possible” qu’aucune des allégations initiales n’aboutit à des poursuites”. L’avocat, aujourd’hui radié, Phil Shiner, avait demandé l’ouverture de l’enquête, fondée “sur les récits de plus de 300 Irakiens qui auraient été témoins ou auraient vécu des crimes allant du viol et la torture à des exécutions simulées et à d’autres atrocités”, a rapporté l’AFP. Pour les informations, voir *Nouvelles SAHR*, novembre 2019.

<https://www.france24.com/en/20200602-uk-s-iraq-war-crimes-probe-dismisses-all-but-one-complaint>

Nouvelles nationales.

Argentine. “L’agence de renseignement argentine affirme que l’administration de l’ancien président Mauricio Macri a espionné plus de 400 journalistes, et les responsables ont publié une feuille de calcul Excel répertoriant 402 journalistes surveillés “qui auraient demandé l’accréditation pour couvrir les sommets de l’Organisation Mondiale du Commerce ou du Groupe des 20 qui étaient prévus en 2018 par l’administration Macri”, a rapporté *AP*. “Le bureau du procureur a déclaré le nouveau chef de l’agence de renseignement ... a rapporté avoir trouvé un disque dur informatique avec des preuves d’espionnage illégal sur des courriels d’universitaires, de journalistes et de travailleurs sociaux et politiques pendant le mandat de Macri de 2015 à 2019”. Et *Pagina/12* a révélé qu’un vaste corpus de matériel a été mis à la disposition de la cour fédérale de Lomas de Zamora sur “le réseau complexe d’espionnage illégal” pendant les années Macri, dont une grande partie “venait du téléphone portable” d’un ancien membre de l’Agence Fédérale de renseignement qui n’a rien “jeté pendant des années”. <https://mainichi.jp/english/articles/20200608/p2g/00m/0in/001000c>; <https://www.pagina12.com.ar/271019-cristina-kirchner-presento-ante-la-justicia-por-el-espion>

Bolivie. L’élection présidentielle controversée de 2019 a conduit la Bolivie à demander à l’Organisation des États américains, qui avait observé l’élection, de valider les résultats. Après une analyse des statistiques de vote, l’OEA a déclaré qu’il y avait eu fraude; elle n’a pas validé le résultat annoncé, conduisant le président Evo Morales, le vainqueur annoncé, à quitter le pays. Aujourd’hui, une équipe de chercheurs universitaires, “à l’aide de données obtenues par le *New York Times* auprès des autorités électorales boliviennes, a constaté que l’analyse statistique de l’Organisation des États américains [du vote] était elle-même erronée”. Dans une réponse inhabituellement combative, l’OEA a publié un

communiqué de presse disant que “les chercheurs font preuve d’une profonde ignorance” du système électoral bolivien et du contexte dans lequel l’élection a eu lieu, qu’elle reconnaît “le droit du *NYT* de mentir, de déformer et de tordre l’information, les données et les faits, et de mélanger la vérité et les mensonges aussi souvent qu’il le souhaite”, et a même noté que “ pour une raison inacceptable et incompréhensible, le *NYT* n’a pas non plus signalé les preuves sur ses couvertures du génocide dans l’Holocauste et des camps de concentration nazis dans les dernières années de la Seconde Guerre mondiale”.

<https://www.nytimes.com/2020/06/07/world/americas/bolivia-election-evo-morales.html>;
https://www.oas.org/en/media_center/press_release.asp?sCodigo=E-064/20

Brésil. *Folha de S. Paulo* a relaté qu’Ibeto Kopttike, le directeur de l’Institut *Cidade Segura Kopttike*, a compilé les données sanitaires sur les morts violentes à Sao Paulo et Rio de Janeiro durant la dictature militaire et découvert que “la période entre 1965 et 1985 ... marque le début de la violence épidémique au Brésil”. A Sao Paulo, le taux de meurtre a augmenté de 390% durant ces années, et “selon les données du Secrétariat de Sécurité Publique de Sao Paulo, entre 1999 et 2018, le taux a diminué de 83%”. Mais il a conclu, le régime militaire a contaminé la nouvelle démocratie avec l’ADN de la dictature, menant le Brésil à battre les records en ce qui concerne les morts causées par la police.”

<https://www1.folha.uol.com.br/internacional/en/brazil/2020/06/regime-seeded-police-with-repressive-values-and-methods.shtml>

La “liste sale” est un “puissant outil anti-esclavagiste” répertoriant “environ 180 entreprises dont les inspecteurs ont découvert qu’elles étaient engagées dans le travail des esclaves”. La Fondation Thomson Reuters a utilisé la loi brésilienne sur l’accès à l’information pour obtenir des records de la liste et a constaté qu’“environ 120 entreprises [...] avaient utilisé l’injonction du tribunal depuis 2004 soit pour mettre fin à leur inscription sur la liste sale en attendant un appel ou pour faire retirer leur nom”. Ils ont également constaté qu’une entreprise de l’État de Sao Paulo a attribué un contrat à une entreprise de construction qui était sur la liste pour asservir 10 travailleurs. Le procureur brésilien contre l’esclavage a déclaré: “les gouvernements des États doivent traduire en loi le fait que les entreprises sur (la liste sale) ne peuvent pas être embauchés”. <https://news.trust.org/item/20200615041651-fe2f9/>

Le gouvernement a interdit la publication sur son site officiel du nombre de personnes touchées par le COVID-19 et des décès qui en ont résulté, mais un juge de la Cour suprême a décidé que tous les détails devaient être rétablis, a rapporté la *BBC*. https://www.telesurenglish.net/news/brazil-bans-release-of-covid19-deaths-and-infections-numbers-20200608-0003.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=10;

<https://www.bbc.com/news/world-latin-america-52980642>

Canada. Le Volume 1 du *Journal des Procédures* de 1876 de la Commission de la Réserve Indienne, créé par les gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique “pour fixer les limites des réserves indiennes dans la province”, était entre des mains privées jusqu’à ce que le Musée royal de la Colombie-Britannique l’achète pour 15 000 \$ en 2018. Le Musée l’a maintenant numérisé et affiché en ligne; il estime qu’il n’existe pas d’autre copie du volume 1, bien que “les renseignements de base du grand livre soient conservés ailleurs dans les documents officiels”. Le volume 2 qui se trouve à Bibliothèque et Archives Canada a également été numérisé. <https://www.vicnews.com/news/museum-makes-historic-indian-reserve-commission-document-accessible-to-public/>

Une vidéo de presque 12 minutes, à partir d’un véhicule de la Police Montée canadienne, relatant “l’arrestation en mars du chef de la Première nation Athabasca Chipewyan, Allan Adam, montre un officier qui arrive pour s’en prendre au chef sans prévenir, le frapper à la tête et l’immobiliser”, a rapporté *CBC News*. La PMC a déclaré qu’Adam avait été arrêté parce que l’immatriculation du véhicule sur le camion qu’il conduisait avait expiré. Adam est poursuivi et le directeur de l’application de la loi de l’Alberta [province] a dirigé l’équipe d’Alberta pour les incidents sérieux pour mener une enquête. <https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/rcmp-chief-allan-adam-1.5608472>

History Beyond Borders (Histoire au-delà des frontières), le groupe de recherche “CROSSING BORDERS à l’Université Bishop”, a publié un “dossier électronique” des appels des Six Nations à la Société des Nations, 1922-1931. Les 16 objets, rassemblés à partir de plusieurs archives, retracent le travail de la Confédération des Six Nations de la Rivière-du-Grand alors et elles constituent un cas

international pour la défense de leur autonomie par rapport au gouvernement du Canada.
<http://historybeyondborders.ca/?p=189>

Chine. L'*Australian Strategic Policy Institute* (ASPI) a publié un rapport sur l'élaboration de la base de données d'ADN gérée par la police chinoise. À l'aide de 757 sources, énumérées dans une annexe, le rapport documente "des centaines de sorties de collecte de données génétiques dirigées par la police dans 22 des 31 régions administratives de Chine (à l'exclusion de Hong Kong et Macao) et dans plus d'une centaine de municipalités entre fin 2017 et avril 2020. Les données indiquent que, dans certains endroits, la collecte de sang a eu lieu dans les écoles maternelles ... Depuis fin 2017, les autorités chinoises ont cherché à prélever des échantillons d'ADN sur 5 à 10% de la population masculine du pays, soit environ 35 à 70 millions de personnes. Ces citoyens ordinaires sont impuissants à refuser les collectes d'ADN et n'ont pas leur mot à dire sur la façon dont leurs données génomiques personnelles sont utilisées". L'ADN recueilli est Y-STR (le "court tandem se répète sur les chromosomes Y que l'on ne trouve que dans l'ADN masculin") qui, "lorsqu'il est combiné avec des enregistrements généalogiques précis (arbres généalogiques) et de puissants séquenceurs de gènes de prochaine génération", est un "outil puissant" de surveillance. Le site Web d'une société qui construit des bases de données Y-STR pour le ministère de la Sécurité publique a déclaré que "ses bases de données permettent de comparer les données génétiques avec les données non génétiques sur les citoyens chinois contenues dans le système national de base de données de résidence personnelle et le système complet de base de données de la police". L'ASPI a conclu que "pour le gouvernement chinois, l'analyse Y-STR présente une méthode plus rentable et plus efficace de construction d'un panoptique génétique national". Le programme de collecte semble violer les droits de l'homme des citoyens chinois parce que "la collecte obligatoire d'échantillons biologiques parmi les délinquants non criminels n'est pas autorisée actuellement en vertu de la loi chinoise", il n'y a pas de consentement éclairé pour la collecte, et il y a un manque de vie privée dans l'utilisation de l'ADN.
<https://www.aspi.org.au/report/genomic-surveillance>

AP a relaté que le "gouvernement chinois prend des mesures draconiennes pour réduire les taux de natalité parmi les Ouïgours et autres minorités dans le cadre d'une vaste campagne visant à freiner sa population musulmane". En se fondant sur "les statistiques gouvernementales, les documents d'État et les entretiens avec 30 ex-détenus, membres de la famille et un ancien instructeur de camp de détention, *AP* a déclaré que "l'État soumet régulièrement les femmes des minorités à des contrôles de grossesse, et oblige les dispositifs intra-utérins, la stérilisation et même l'avortement sur des centaines de milliers d'entre elles". *AP* a déclaré que les statistiques gouvernementales montrent que "les taux de natalité dans les régions majoritairement ouïgoures de Hotan et de Kashgar ont plongé de plus de 60 % de 2015 à 2018 "et ont plongé de 24 % dans la région du Xinjiang l'an dernier "contre seulement 4,2 % à l'échelle nationale". Le ministère chinois des Affaires étrangères a qualifié ce rapport de "fake news".
https://apnews.com/269b3de1af34e17c1941a514f78d764c?utm_source=piano&utm_medium=email&utm_campaign=morningwire&pnsid=mOQz9v5bGBKNTd0BE0lZYD2skhGYgQbSSEfR5LBP

Salvador. Dans une décision qui crée un précédent, un juge dans l'affaire du massacre d'El Mozote a ordonné au président de donner aux chercheurs l'accès "aux dossiers militaires liés au massacre et à ceux liés aux opérations militaires contre les droits de l'homme menées entre 1980 et 1982", a rapporté *El Faro*. Le président Nayib Bukele a déclaré à *El Faro*: "S'il y a un dossier à déclassifier qui est classifié et est là, eh bien, évidemment nous allons le faire. Plus pour la recherche de la vérité que l'ordonnance du tribunal, qui bien sûr serait contraignante".
https://elfaro.net/es/202006/el_salvador/24589/Juez-de-El-Mozote-env%C3%ADa-inspectores-a-buscar-los-archivos-que-el-Ej%C3%A9rcito-niega.htm?utm_source=DB+El+Faro+English&utm_campaign=0ea702dd91-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-0ea702dd91-363082696

Gambie. Lors des audiences devant la Commission Vérité, Réconciliation et Réparation (TRRC), les prisonniers et les gardiens de prison ont témoigné sur les réalités de la prison du Mile 2. Selon l'actuel directeur du service pénitentiaire gambien, "Amener des prisonniers sans documents ou papiers approprié était une pratique tolérée pour la NIA [Agence nationale de renseignement]" et lorsque le personnel de la NIA venait pour prendre un prisonnier, dans le registre "seules les plaques d'immatriculation des véhicules qui venaient pour les prisonniers de la NIA ont été notés. Ils n'ont marqué que la NIA au lieu du nom" des personnes impliquées. "Malgré une mauvaise gestion des archives, le TRRC a pu établir qu'au moins 41 personnes sont mortes à Mile 2 entre 1994 et 2017", a rapporté *justiceinfo.net*.
<https://www.justiceinfo.net/fr/commissions-verite/44651-verite-derriere-murs-mile-2-cinq-etoiles-jammeh.html>

Guatemala. La Cour constitutionnelle “a admis une mesure de protection déposée par les victimes du conflit armé guatémaltèque, qui contestent la décision du président Alejandro Giammattei plus tôt cette année de fermer le Secrétariat de la paix (SEPAZ)”, a rapporté l’Observatoire international de la justice. Le SEPAZ a été créé dans le cadre des Accords de paix de 1996 pour coordonner l’application des dispositions et veiller à ce que le Guatemala remplisse ses obligations, “y compris l’obligation d’enquêter, de poursuivre et de punir les crimes internationaux”. SEPAZ avait un service Archives de la paix, que le gouvernement a fermé précédemment”. “La fermeture du SEPAZ représenterait un sérieux revers pour l’accusation et la sanction des procès pour crimes graves ainsi que pour d’autres mesures de justice transitionnelle au Guatemala”. <https://www.ijmonitor.org/2020/06/covid-19-delays-ruling-on-dos-erres-massacre-charges/>

Un “guide spirituel autochtone Maya très respecté a été torturé, aspergé d’essence et brûlé à mort après avoir été accusé de sorcellerie”, a rapporté *The Guardian*. “Une vidéo largement partagée de ces derniers instants montre Choc Che courir en flammes and implorer de l’aide avant de s’écrouler”. Deux hommes et deux femmes ont été arrêtés dans cette affaire. <https://www.theguardian.com/world/2020/jun/10/guatemalan-maya-spiritual-guide-tortured-burned-alive>

Un blog d’Elis Mendoza, un architecte mexicain, a décrit le travail d’architecture médico-légale dans l’affaire Sepur Zarco de violence sexuelle contre les femmes Quiche. Avec l’aide des résidents, des entrevues, des images aériennes des relevés de terres provenant des “archives foncières”, les architectes ont reconstitué la scène, contribuant à “établir la responsabilité pénale de l’un des accusés”. <http://blog.castac.org/2020/03/architecture-as-a-justice-accessing-technology-in-postwar-guatemala/>

Inde. L’Inde a exigé des travailleurs du secteur public qu’ils téléchargent son application de traçage des coronavirus Aarogya Setu, qui “utilise les données de localisation Bluetooth et GPS pour surveiller le mouvement et la proximité des utilisateurs de l’application avec d’autres personnes. Les utilisateurs sont invités à entrer leur nom, leur numéro de téléphone, leur âge, leur sexe, leur profession et les pays qu’ils ont visités au cours des 30 derniers jours, ainsi que leurs problèmes de santé antérieurs et une auto-évaluation de tout symptôme lié au Covid-19. Un Numéro d’Identification numérique unique ... est généré pour chaque utilisateur”, a rapporté CNN. L’application enregistre l’emplacement de la personne toutes les 15 minutes. Les données, si “dé-identifiées” peuvent être partagées avec “n’importe quel ministère ou institution, tant que c’est dans le but de s’attaquer au Covid-19”, a déclaré le protocole pour l’application, et “toutes les données reçues devraient être définitivement supprimés après 180 jours. Mais, a déclaré le directeur exécutif de *l’Internet Freedom Foundation*, “Il n’y a aucun moyen de voir et de vérifier si la destruction complète des données a bien eu lieu et si des tiers avec lesquels les données sont partagées les ont également détruites”. Le gouvernement indien a le droit légal de vendre les données des citoyens; l’an dernier, elle “a vendu les données sur l’immatriculation des véhicules et le permis de conduire des citoyens à 87 entreprises privées pour 65 crore roupies (environ 8,7 millions de dollars) sans le consentement des citoyens”, un précédent inquiétant. <https://amp-cnn-com.cdn.ampproject.org/c/s/amp.cnn.com/cnn/2020/06/21/tech/india-privacy-app-hnk-intl/index.html>

Indonésie. Le tribunal administratif de l’État de Jakarta a statué “qu’il était illégal pour le gouvernement de fermer l’Internet en Papouasie et en Papouasie occidentale pendant les tensions sécuritaires accrues causées par les manifestations antiracistes dans les deux provinces l’année dernière”, a rapporté le *Jakarta Post*. “Le gouvernement a affirmé devant les tribunaux que ... l’arrêt était conforme à la Loi sur l’information et les transactions électroniques (ITE). Cependant, les juges ont déclaré que la loi ne pouvait être appliquée que pour bloquer l’accès aux informations électroniques et aux documents violant la loi, et non l’ensemble de l’Internet”. Dans un précédent cas, le gouvernement avait bloqué les médias sociaux et la messagerie instantanée à Jakarta en mai 2019 lors d’émeutes postélectorales, “arguant qu’il s’agissait d’un effort pour bloquer les fausses nouvelles, vidéos et photos relatives aux émeutes”. <https://www.thejakartapost.com/news/2020/06/03/internet-ban-during-antiracism-unrest-in-papua-deemed-illegal.html>

Iran. Selon un rapport des ONG Fédération internationale pour les droits de l’homme (FIDH) et Justice pour l’Iran, “entre 2009 et 2019, les médias d’État iraniens ont diffusé les aveux forcés d’au moins 355 personnes et des contenus diffamatoires contre au moins 505 personnes”. L’étude, intitulée “L’État orwellien: les médias d’État de la République islamique d’Iran comme arme de répression de masse”, est fondée sur “plus de 1 500 heures de recherche et d’analyse de plus de 150 programmes et 13 entrevues approfondies avec des victimes”. Le rapport allègue également que la Société de radiodiffusion de la

République islamique d'Iran est activement impliquée dans "le vol de données privées". <https://www.fidh.org/en/region/asia/iran/iran-new-report-demands-end-to-the-rampant-use-of-forced-confessions>

Kirghizistan. Un homme a été arrêté et accusé de torture après qu'une vidéo est apparue en ligne le montrant "gifler sa femme et verser des seaux d'eau sur sa tête . . . deux pneus pondérés avec des briques sont attachés autour de son cou", a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Il n'est pas clair qui a pris les photos. <https://news.trust.org/item/20200619135831-frfno/>

Philippines. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a publié un rapport sur la situation des droits de l'homme aux Philippines, sur la base de 893 observations écrites, correspondance avec le gouvernement et entretiens, "données officielles et documents provenant de sources gouvernementales et non gouvernementales, y compris la législation, les lignes directrices politiques, les documents judiciaires, les rapports de police, les vidéos, les photos et les rapports open source". Il a constaté "l'impunité persistante pour les violations des droits de l'homme", les exécutions extrajudiciaires "généralisées et systématiques" et "l'échec des mécanismes nationaux pour assurer la responsabilité". Parmi les recommandations figurent : "Créer un organe indépendant pour mener des enquêtes rapides, impartiales, approfondies et transparentes sur tous les homicides, et sur les violations présumées du droit international humanitaire, en vue de poursuivre et de remédier aux poursuites contre les victimes et leurs familles", et "Améliorer les systèmes de compilation et de publication de données cohérentes et ventilées, sur toutes les allégations d'exécutions extrajudiciaires". <https://www.ohchr.org/Documents/Countries/PH/Philippines-HRC44-AEV.pdf>

Qatar. Le Qatar a exigé de ses citoyens et des résidents qu'ils installent une application de recherche de contacts sur les "appareils mobiles lorsqu'ils quittent leur domicile" et que le non-respect pourrait entraîner une "amende maximale de 55 000 \$ ou trois ans de prison". L'application "nécessite l'accès aux fichiers sur le téléphone", ce qui entraîne des préoccupations en matière de protection de la vie privée; un "porte-parole du gouvernement a déclaré à *Al Jazeera* que les données des utilisateurs seraient sécurisées et accessibles uniquement aux professionnels de la santé". <https://www.aljazeera.com/news/2020/05/qatar-covid-19-app-mandatory-experts-question-efficiency-200524201502130.html>

Afrique du Sud. La Cour suprême d'appel a statué que l'ONG *South Africa History Archives (SAHA)* peut avoir accès aux archives de la Banque de Réserve d'Afrique du Sud pendant l'apartheid, mettant fin à 6 années de combat juridique. Après le verdict, SAHA a déclaré, "Compte tenu de la prétendue prise de contrôle généralisée de l'État en Afrique du Sud et de l'enchevêtrement des vastes réseaux qui permettent la corruption, il est plus urgent que jamais pour l'État d'envisager la divulgation proactive de documents d'archives clés comme un moyen de son engagement déclaré envers les valeurs de transparence et d'intégrité. Les intérêts privés restent au cœur de l'abus du pouvoir de l'État et, pour cette raison, il est essentiel de demander des comptes aux responsables de l'apartheid et des crimes et de la corruption actuelle, et l'accès à l'information est un instrument clé de ces efforts". http://www.saha.org.za/news/2020/May/press_release_openness_prevails_in_victorious_judgment_in_sca_appeal.htm

Corée du Sud. La police a perquisitionné le bureau d'un militant "dont la campagne de distribution de tracts anti-Corée du Nord a intensifié les tensions sur la péninsule coréenne", saisissant "des tracts, des livres de comptes et d'autres documents", a rapporté AP. Le bureau de son frère a également été perquisitionné. https://apnews.com/7f6dc0bcc9118d302669c395b45a1c6e?utm_source=piano&utm_medium=email&utm_campaign=morningwire&pnespid=1718tepZXRCNqa4xJhBRDWDa2PXdbKdQK.DySOOI

Sri Lanka. La police de Colombo a perquisitionné le domicile de la journaliste Dharisa Bastian et saisi son ordinateur portable, a rapporté l'ONG Comité pour la protection des journalistes. Bastian a déclaré que le Département des enquêtes criminelles "avait auparavant obtenu ses relevés téléphoniques sans mandat et les avait divulgués". <https://cpj.org/2020/06/sri-lankan-authorities-seize-reporter-dharisha-bastians-laptop-in-home-raid/>

Le dimanche de Pâques 2019, des bombes terroristes dans 8 endroits ont tué 267 personnes et en ont blessé plus de 500. Plus de 200 suspects ont été arrêtés. Le département du Procureur général a annoncé que "40 dossiers d'enquête policière ont été menés sur les suspects des . . . attentats sont incomplets" et "donc" il "ne peut poursuivre aucun de ces suspects", a rapporté le *Daily News* (Colombo). Le Ministère a renvoyé les dossiers à la police "afin que les enquêtes concernant les suspects puissent être correctement

conclues pour déterminer une action en justice”. Combien d’autres des 200 cas sont incomplets n’a pas été précisé. <https://www.msn.com/en-xl/news/other/40-investigations-incomplete-to-prosecute-suspects/ar-BB161gZj>

Suède. “Les taux de condamnation pour viol en Suède ont augmenté de 75% au cours des deux années” depuis que la Suède a changé la définition juridique du viol en 2018 en sexe sans consentement et a introduit “une nouvelle infraction de viol par négligence dans les cas où les tribunaux ont conclu que le consentement n’avait pas été établi mais que l’auteur n’avait pas l’intention de commettre un viol”, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Un conseiller politique du bureau suédois d’Amnesty International a déclaré que “l’examen des affaires judiciaires en Suède a montré que presque toutes les victimes connaissaient leur agresseur”. <https://news.trust.org/item/20200622163231-zaoj7/>

La police a clos l’enquête sur l’assassinat du Premier ministre Olof Palme en 1986, croyant que l’assassin est mort. “Hans Melander, l’enquêteur en chef, a déclaré qu’au fil des ans, l’affaire avait généré plus de 22 000 pistes et dossiers occupant 250 mètres d’étagères. Plus de 10 000 personnes ont été interrogées depuis 1986, a-t-il dit, et 134 ont revendiqué le meurtre”, a rapporté *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2020/jun/10/olof-palme-murder-swedish-prosecutors-reveal-conclusions>

Taiwan. En 2016, le législateur a adopté une loi “réglementant le transfert des gains mal acquis en possession des partis politiques et de leurs organisations affiliées”. Depuis lors, une commission enquête sur la question de savoir si des groupes ont été des affiliés au cours du régime autoritaire précédent, ont bénéficié de cette relation et ont bénéficié d’“avantages matériels” et, dans l’affirmative, si les biens devraient être confisqués par l’État. Toutefois, “la Commission peut exiger l’accès aux archives d’une entité sur laquelle elle enquête [mais] elle ne peut la sanctionner qu’avec une amende si celle-ci refuse de collaborer”, a rapporté *justiceinfo.net*. Une enquête porte sur la Ligue nationale des femmes; la Commission “n’a jamais réussi à obtenir tous les documents en possession de la Ligue dans le cadre de [ses] actifs et les transactions [qu’elle] a pu effectuer; l’équipe envoyée par la Commission ne pouvait que constater qu’une partie des archives avaient été retirées avant leur inspection”. <https://www.justiceinfo.net/fr/les-debats-justiceinfo/opinions/44664-biens-kuomintang-nerf-bataille-transitionnelle-taiwan.html>

Ukraine. Les Archives du Service de sécurité de l’Ukraine et l’Institut ukrainien de la mémoire nationale ont publié *Tchernobyl KGB File: From Construction to the Accident (Dossier du KGB au sujet de Tchernobyl : de la construction à l’accident)*. “Selon les archives, des accidents survenus à la centrale nucléaire de Tchernobyl se sont produits jusqu’en avril 1986, mais ils ont été cachés.” <https://112.international/society/ukraines-security-service-archive-declassifies-details-of-chemobyl-accident-52412.html>

États-Unis. Un nouveau rapport de l’ONG *Equal Justice Institute* (EJI) “documente près de 2 000 autres lynchages de terreur raciale confirmés de Noirs par des foules blanches” entre 1865 et 1876. Le nombre provient d’“articles de journaux, de documents sommaires recueillis et conservés par le Bureau de Freedman, organisé par le gouvernement fédéral, et de témoignages recueillis au cours des audiences du Congrès”, mais la documentation est incomplète et le total est probablement plus élevé. Un précédent rapport de l’EJI a montré qu’entre 1877 et 1950, il y a eu 4 400 lynchages de terreur raciale. <https://eji.org/reports/reconstruction-in-america-overview/>

Undark a interviewé Brianna Remster, une sociologue qui a étudié un ensemble de données de rapports de police d’“arrêts civils” à New York - 3,3 millions entre 2007 et 2014 - qui a conduit un juge fédéral à statuer que la politique *stop-and-frisk* était racialement discriminatoire. Toutefois, a-t-elle dit, “nous n’avons toujours pas les données que nous devrions avoir : une base de données nationale, normalisée et publique sur le recours à la force par la police. Beaucoup d’universitaires ... tirent parti des données administratives, en analysant les dossiers de police existants sur leur recours à la force, pour combler le vide. Elle a souligné le nombre croissant de vidéos, à partir des caméras du corps de police et du tableau de bord et du public, comme une technologie qui rendait la brutalité policière visible “aux Américains qui étaient autrement en mesure d’éviter de compter avec elle”. <https://undark.org/2020/06/19/undark-interview-brianna-remster/>

Un groupe activiste appelé *Distributed Denial of Secrets* “a publié une collection de 269 giga-octets de données policières qui comprend des courriels, audio, vidéo et des documents de renseignement, avec plus d’un million de fichiers au total de plus de 200 États américains, locales et fédérales, a signalé

WIRED. Il semble avoir été pris d'une "société de développement web appelé Netsential", et un porte-parole du groupe a déclaré qu'il "représente plus de 50 giga-octets" avant la libération pour protéger les informations sur la vie privée. Voir aussi États-Unis/Minnesota ci-dessous. <https://www.wired.com/story/blueleaks-anonymous-law-enforcement-hack/>
https://www.wired.com/story/blueleaks-anonymous-law-enforcement-hack/?bxiid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cnidid=53684912&esrc=sign-up-page&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_mailing=WIR_Daily_062220&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=list1_p1

"Dans le cadre de la première comptabilité complète de l'inconduite judiciaire à l'échelle nationale, Reuters a examiné 1 509 cas à partir de la période couvrant 2008 à 2019 au cours de laquelle les juges ont démissionné, pris leur retraite ou ont fait l'objet de mesures disciplinaires à la suite d'accusations d'inconduite. En outre, les rapports ont identifié 3 613 autres cas de 2008 à 2018 dans lesquels les États ont discipliné les juges capricieux, mais gardés cachés des détails clés publics de leurs infractions, y compris l'identité des juges eux-mêmes. Au total, 9 juges sur 10 ont été autorisés à retourner sur le banc après avoir été sanctionnés pour inconduite". Les États-Unis comptent environ 1 700 juges fédéraux et 30 000 juges des tribunaux d'État, de comté et municipaux. <https://www.reuters.com/investigates/special-report/usa-judges-misconduct/>

Les procureurs de district de trois villes - Boston, Philadelphie et San Francisco - formeront des commissions de vérité pour examiner les inégalités raciales, la violence policière et l'inconduite dans le système judiciaire, a rapporté *WBUR News*. <https://www.wbur.org/news/2020/06/30/boston-truth-justice-reconciliation-commission>

Selon TRAC, un centre de recherche à l'Université de Syracuse, la base de données diffusée par le Bureau Exécutif pour l'Examen de l'Immigration (EOIR), qui contrôle le système de cour d'immigration à l'échelon national, est si "déficient" que le public ne devrait pas dépendre de son exactitude. "La destruction sans précaution par l'EOIR d'archives de cour potentiellement irrécupérables soulève des préoccupations urgentes quant au fait que, sans intervention immédiate, les pratiques bâclées de l'agence en matière de gestion des données pourraient miner sa capacité de se gérer, contrecarrer les efforts extérieurs de surveillance et laisser le public dans l'ignorance au sujet des activités essentielles du gouvernement". <https://trac.syr.edu/immigration/reports/611/>

Slate a publié un article par Sarah Esther Lageson au sujet de la "punition numérique" — les archives judiciaires "incorrectes ou trompeuses" des années passées qui "apparaissent sur les recherches Google". "Grâce à des déploiements inégaux et à des mandats juridiques et politiques contradictoires, la justice pénale axée sur les données gère des millions de casiers judiciaires accessibles au public chaque année, ce qui est un débordement désordonné, loin de l'intention initiale de la gestion du casier judiciaire. Les données sont souvent anciennes, incorrectes et achetées et vendues sur les marchés privés par des sociétés de données". C'est, écrit l'auteur, "culpabilité-par-Google". <https://slate.com/technology/2020/06/criminal-justice-records-online-digital-punishment.html>

États-Unis/Californie. Une équipe multinationale de recherche a établi un lien entre les données de la Base de données sur l'inscription des électeurs à l'échelle de l'État de Californie (pour l'âge, le sexe et les adresses), la base de données sur les dossiers de vente des concessionnaires (d'armes à feu) (dossiers de 9,1 millions de transferts d'armes de poing et d'armes d'épaule du 1er janvier 1985 au 31 décembre 2016) et les dossiers de la responsabilité statistique de la mort pour examiner la relation entre la possession d'armes de poing et le suicide. Dans un article publié dans le *New England Journal of Medicine*, l'équipe a constaté "un risque élevé de suicide chez un grand échantillon de propriétaires d'armes à feu pour la première fois" et "bien que les femmes ne représentaient que 16 % de tous les suicides par arme à feu et avaient des taux de suicide sensiblement inférieurs à ceux des hommes, le risque de suicide par arme à feu chez les femmes propriétaires d'armes de poing (par rapport aux femmes non propriétaires) était considérablement plus élevé que chez les propriétaires d'armes de poing masculins (par rapport aux non-propriétaires masculins)". Ils ont conclu : "Notre étude renforce et étend le message des recherches précédentes : l'accès facile aux armes à feu, en particulier aux armes de poing, est un facteur de risque majeur de suicide".
https://www.nejm.org/doi/full/10.1056/NEJMsa1916744?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=bd779f4289-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-bd779f4289-149736437

Pacific Gas and Electric a plaidé coupable pour la mort de 84 personnes dans le Camp Fire de Californie en 2018, le feu de forêt le plus meurtrier de l'histoire de l'État. Il s'est enflammé quand une ligne de transmission s'est brisée d'une tour qui, selon les archives de la société "avait à plusieurs reprises échoué à se maintenir", a rapporté le *New York Times*. https://blendle.com/i/the-new-york-times/pg-e-says-its-guilty-in-84-deaths-from-fire/bnl-newyorktimes-20200617-27_3?sharer=evJ2ZXJzaW9uIjoiaW9uIjoiMSIsInVpZCI6ImFyY2hpdmVzdGhwiwiaXRlbV9pZCI6ImJubC1uZXd5b3JrdGltZXMtMjA2MTctMjdfMjY9; <https://www.nbcbayarea.com/news/local/cpuc-audit-2-critical-repairs-on-pge-transmission-grid-near-camp-fire-632-days-late/2153098/>

États-Unis/Minnesota. "Des documents récemment divulgués révèlent qu'à la suite du meurtre de George Floyd, les organismes locaux et fédéraux d'application de la loi ont dit à plusieurs reprises à la police du Minnesota qu'ils étaient attaqués. Les craintes attisées par l'avertissement semblent avoir préparé le terrain pour l'escalade de la police, la réponse violente aux manifestations", a rapporté *Intercept*. "La vue sur les notes internes de la police est venue grâce à une foule de documents appelés *Blueleaks*, qui ont été publiés sur le site *Distributed Denial of Secrets*. Le fondateur du site a déclaré à *Wired* que les documents provenaient du collectif de piratage Anonymous, ou de quelqu'un qui prétend être affilié au groupe. Des représentants du gouvernement dont les dossiers figuraient parmi les documents ont déclaré à *Intercept* qu'ils avaient été "obtenus illégalement", mais aucune question n'a été soulevée quant à leur authenticité". https://theintercept.com/2020/06/26/blueleaks-minneapolis-police-protest-fears/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter

Le projet de cartographie des préjudices (*Mapping Prejudice Project*) de l'Université du Minnesota a utilisé des actes de logement qui incluait des alliances raciales (une clause qui limitait la vente de certaines maisons et de certains lots en fonction de la race d'une personne) pour développer une carte interactive sur le système de ségrégation raciale de Minneapolis dans les quartiers au fil du temps. Un des résultats du projet: une nouvelle loi de l'Etat qui permet aux propriétaires de "modifier leurs actes de propriété pour renoncer à la langue raciste". <https://twin-cities.umn.edu/news-events/mapping-prejudice-painful-part-minneapolis-history>

Venezuela. Deux ONG, *Faro Penal* (FP) et *Robert F. Kennedy Human Rights* ont publié un rapport intitulé "La disparition forcée comme outil de répression politique au Venezuela". Foro Penal "a recueilli et systématisé des informations" sur les disparitions, tout d'abord en enregistrant l'heure et la date exactes de la détention et, "si elle est connue, l'organisme d'application de la loi impliqué". Si la personne ne réapparaît pas dans les 48 heures, FP dépose un rapport de disparition auprès d'organismes nationaux et internationaux. "Cette année, le FP a enregistré 235 détentions motivées par des considérations politiques au Venezuela jusqu'à présent. De ce nombre, 33 ont également entraîné des disparitions forcées; 14 de ces personnes sont toujours portées disparues au 31 mai 2020. En 2018, 200 disparitions de détenus politiques ont été signalées et 524 en 2019. Le rapport décrit les mesures importantes que le gouvernement doit prendre pour s'acquitter de "l'obligation de fournir rapidement des informations et de tenir à jour les dossiers de détention". <https://rfkhumanrights.org/work/protecting-human-rights/latin-america/venezuela/enforced-disappearance-tool-political-repression-venezuela>

Yémen. Le groupe yéménite de défense des droits de l'homme Mwatana a déclaré qu'il avait "documenté depuis avril 2020 plus de 1 600 cas de détentions arbitraires, 770 disparitions forcées, 344 cas de torture et au moins 66 décès dans des centres de détention non officiels", a rapporté *VICE News*. Ces cas "ont été vérifiés dans plus de 2 500 entretiens avec d'anciens détenus, des témoins et des proches des victimes". Mwatana a déclaré que les rebelles houthistes soutenus par l'Iran "étaient responsables de la plupart des exactions" mais que d'autres forces "opéraient de plus en plus de la même manière". https://www.vice.com/en_us/article/m7j7nn/yemen-disappeared-torture-killed

Publications.

Swisspeace: "Associations familiales de personnes disparues et disparues : Leçons tirées de l'Amérique latine et au-delà": https://www.swisspeace.ch/assets/publications/downloads/Essentials/392e982a5f/20200528_FamAssociation_SAJ.pdf

Humanitarian Law Center, Belgrade: Podcast "Cultures de la mémoire en dialogue", premier d'une série, en serbe, 1 sur 4 sera en anglais : <https://www.kulturesecanja.org/en/>

Fondation Thomson Reuters : “À qui appartient le virus? La pandémie suscite un débat sur le partage de données”: <https://news.trust.org/item/20200604083213-unbew/>

Répertoire numérique d’Irlande : diapositives informatives d’une table ronde sur les applications de suivi de contacts : <https://www.dri.ie/covid-19-and-contact-tracing-apps-what-should-ireland-do-recording-and-supporting-slides-now>

Paul Coleman, Fonds National de l’Histoire du VIH: “L’importance des archives pour l’histoire du mouvement LGBT” : <https://news.trust.org/item/20200622084943-459eh/>

Merci de partager avec nous! trudy@trudypeterson.com

Le Groupe de travail sur les droits de l’homme est reconnaissant au magazine d’archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* d’avoir géré la distribution des *Nouvelles du SADH*. Pour vous abonner aux *Nouvelles*, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Les sujets des Nouvelles peuvent être trouvés ici: <https://www.ica.org/en/sahr-newsletters>

Ce bulletin est publié sous licence Creative Commons. N’hésitez pas à le faire circuler et à le réutiliser à des fins non commerciales.

(Traduction française : Rémi Dubuisson).